

BULLETIN DE LA DG II DEMOCRATIE

Numéro 30 - 16 septembre 2021

A LA UNE



Impact de la transformation numérique sur la démocratie et la bonne gouvernance : une nouvelle étude

Le [Comité européen sur la démocratie et la gouvernance](#) (CDDG) a préparé une [étude sur l'impact de la transformation numérique](#), y compris l'intelligence artificielle et la prise de décision automatisée, sur la démocratie et la bonne gouvernance.

L'étude explore cet impact à la lumière des 12 principes de bonne gouvernance démocratique, en soulignant les risques et les opportunités de l'utilisation croissante des technologies numériques dans l'administration publique et la sphère publique, ainsi qu'en identifiant les facteurs atténuants et favorables. L'étude fournit également

plusieurs exemples et études de cas provenant des États membres du Conseil de l'Europe.

Dans l'ensemble, l'étude conclut qu'afin d'exploiter le potentiel de la transformation numérique pour renforcer la démocratie et la bonne gouvernance, les gouvernements devront faire preuve d'une vigilance permanente pour identifier et traiter les risques émergents. Ils doivent également s'équiper pour un changement culturel : flexibilité, auto-évaluation, apprentissage continu, compétences informatiques seront nécessaires pour permettre aux agents publics d'utiliser efficacement les technologies numériques et d'en prévenir les conséquences négatives.

[Lire la suite '](#)



Le passeport européen de qualification pour les réfugiés - Formation offerte pour l'évaluation des qualifications des réfugiés afghans

Plus de 90 participants de presque tous les centres nationaux de reconnaissance (bureaux ENIC-NARIC) d'Europe, ainsi que d'Australie, des États-Unis et de Nouvelle-Zélande ont participé à une formation en ligne sur l'évaluation des qualifications des réfugiés afghans, le vendredi 10 septembre 2021.

La formation était destinée aux évaluateurs de diplômes actuellement engagés dans le [Passeport européen de qualifications pour les réfugiés](#) (EQPR), mais étant donné le besoin urgent d'informations actualisées, le cours a été mis à la disposition de tous les évaluateurs de diplômes des [réseaux ENIC et NARIC](#).

La formation a été animée par un évaluateur expérimenté parlant dari/farsi de l'ENIC-NARIC norvégien (NOKUT) et comprenait des informations sur le système éducatif en Afghanistan, l'EQPR et sa méthodologie basée sur des entretiens, des exemples de bonnes pratiques et de cas difficiles, ainsi qu'une session de questions-réponses. La [présentation](#) et l'[enregistrement de la session de formation](#) sont tous deux disponibles.

Cette session de formation a constitué une première étape dans le renforcement des capacités des professionnels de la reconnaissance afin de faciliter un traitement efficace, professionnel et équitable des qualifications afghanes dans la période à venir.

Comme prochaine étape, l'EQPR lancera bientôt une Task Force d'évaluateurs de diplômes professionnels parmi les évaluateurs de diplômes impliqués dans les réseaux EQPR et ENIC-NARIC. Cette Task Force aura pour objectif d'encourager l'apprentissage mutuel et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques dans l'évaluation des qualifications afghanes, de rassembler les informations pertinentes disponibles et de développer un plan d'action responsable pour relever les défis liés à l'évaluation des qualifications afghanes.

En coordination avec les autorités compétentes, les sessions hebdomadaires d'évaluation en ligne des qualifications des réfugiés au titre de l'EQPR reprendront également à partir de la dernière semaine de septembre.

Mis en œuvre par le Conseil de l'Europe depuis 2017, le passeport européen de qualifications pour les réfugiés permet aux réfugiés de faire évaluer leurs qualifications même en l'absence d'une documentation complète. L'EQPR aide les réfugiés à entamer des études complémentaires ou à rechercher un emploi.

Les centres nationaux de reconnaissance de l'[Arménie](#), de la [Bosnie-Herzégovine](#), du [Canada](#), de la [France](#), de l'[Allemagne](#), de la [Grèce](#), de l'[Italie](#), des [Pays-Bas](#), de la [Norvège](#), de la [Roumanie](#), de la [Serbie](#) et du [Royaume-Uni](#) participent actuellement de manière active à l'EQPR, et les autres ENIC-NARIC sont invités à les rejoindre. Pour plus d'informations, veuillez envoyer un e-mail à : refugees.qualifications@coe.int

[Lire la suite](#)

LA DIRECTION DE LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE

EVENEMENTS



Journée européenne des langues

A l'approche de la [Journée européenne des langues](#) du 26 septembre, le CELV a développé de nouvelles ressources pour célébrer son 20e anniversaire. Celles-ci comprennent :

- [20 idées pour organiser des événements EDL qui respectent la distanciation sociale](#). Cette ressource offre une grande variété de formats pour marquer la Journée de manière sûre et attrayante.
- Un sondage sur les [méthodes les plus efficaces pour apprendre une langue étrangère](#) qui encourage les visiteurs de la page d'accueil à indiquer les méthodes les plus efficaces qu'ils ont utilisées pour apprendre une langue étrangère - en plus de l'enseignement formel à l'école/université. Les résultats de ce sondage seront annoncés le 24 septembre.

- Le [mot du jour](#), qui se déroule tout au long du mois de septembre, met en lumière chaque jour un mot parmi les langues européennes qui a un contexte spécial, unique ou simplement amusant !
- Le [site web de la journée des langues](#) a été publié en ukrainien et en monténégrin, ce qui porte le nombre total de versions linguistiques à 42.



Journées européennes du patrimoine

Le communiqué de presse annuel des JEP annonçant le début des événements des JEP à travers l'Europe a été publié à la fois sur le site du Conseil de l'Europe (les [Journées européennes du patrimoine 2021 célèbrent "Le patrimoine : Tout compris ! - Newsroom \(coe.int\)](#)) et sur le site de la Commission européenne ([Daily News 02 / 09 / 2021 \(europa.eu\)](#)). Après une année marquée par la pandémie de Covid-19, les JEP célèbreront la réouverture des sites patrimoniaux et offriront à tous une occasion de rencontre et de partage. Un large éventail d'événements culturels se déroulant principalement en septembre et octobre dans 50 pays participants comprendra des expositions, des ateliers, des spectacles, des visites guidées et de nombreuses autres activités.

Le [concours Young European #HeritageMakers | European Heritage Days](#) a également été annoncé. Cette activité vise à donner une voix réelle et significative aux enfants et aux jeunes en encourageant et en identifiant les futurs faiseurs de patrimoine de

l'Europe. Inspirée d'une initiative développée en Finlande en 2013, l'activité a été reconnue par l'Assemblée des JEP comme une opportunité innovante et durable d'engager les plus jeunes à la fois en ligne et dans leur environnement immédiat. Elle fait référence aux histoires que les enfants et les jeunes exploreront et choisiront de raconter comme leur propre interprétation des sites et objets patrimoniaux qui les entourent. Il s'agit d'une opportunité créative pour les plus jeunes d'explorer et de promouvoir activement les sites culturels et historiques locaux.



Travail de jeunesse pour tous - mise en œuvre de la recommandation CM/rec(2015)3 sur l'accès des jeunes des quartiers défavorisés.

Le séminaire de formation initiale du programme Enter ! Training for Youth Workers a démarré avec 33 participants - des travailleurs de jeunesse de 23 pays - au Centre européen de Budapest. Dans le cadre de la Présidence hongroise du Comité des Ministres, le séminaire de formation a aidé les travailleurs de jeunesse à concevoir des projets qui mettent en pratique la Recommandation [du Comité des Ministres Enter ! du Comité des Ministres](#) et la [Recommandation sur le travail de jeunesse](#).

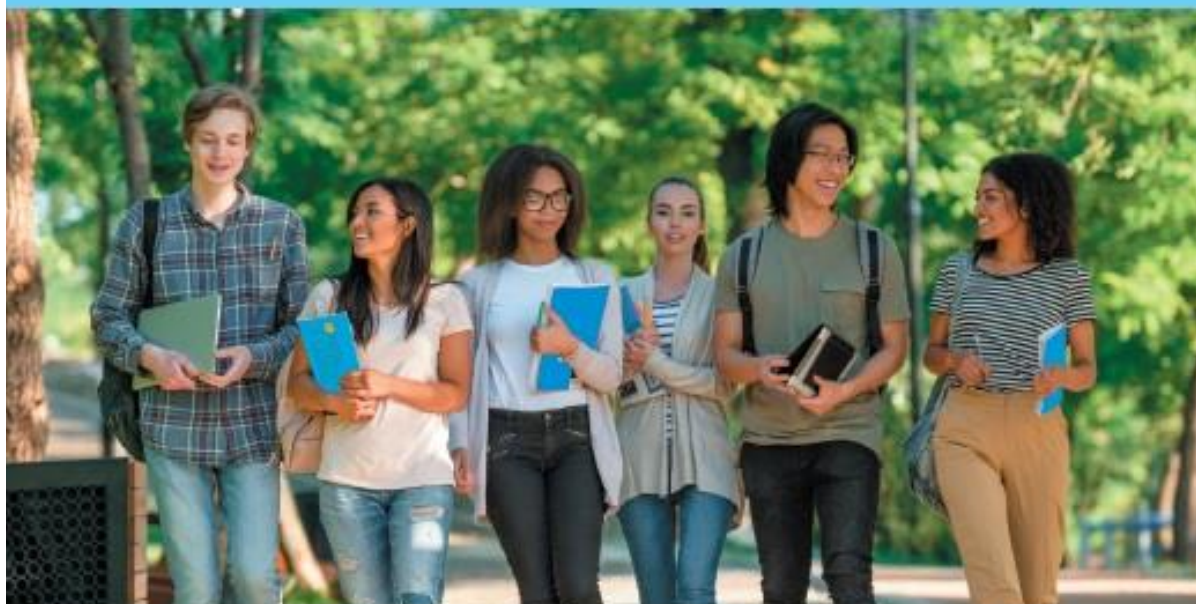
Le cours de formation à long terme (LTTC) vise à doter les travailleurs de jeunesse de connaissances et de compétences pour fournir un soutien et développer des approches locales conjointes qui améliorent l'accès aux droits sociaux pour les jeunes des

quartiers défavorisés. Dans le cadre de la formation Enter !, les travailleurs de jeunesse s'engageront et travailleront en étroite collaboration avec le Conseil de l'Europe pour développer et mettre en œuvre des projets spécifiques de travail de jeunesse visant à améliorer l'accès aux droits sociaux, ainsi qu'à renforcer la reconnaissance, la qualité et la portée du travail de jeunesse dans les États membres.

Le LTTC comprend deux séminaires interculturels résidentiels avec une phase de pratique/projet entre les deux et soutenu par un programme d'apprentissage en ligne, un mentorat et des opportunités de réseautage. Il se déroule d'août 2021 à décembre 2022. Pendant le cours, chaque participant développera un projet local de travail de jeunesse basé sur la participation active des jeunes et abordant les défis spécifiques auxquels les jeunes sont confrontés dans leur accès aux droits sociaux. Les projets doivent être mis en œuvre en coopération avec les autorités locales, les prestataires de services publics et d'autres parties prenantes, afin de garantir un meilleur impact au niveau de la communauté locale.

ABOUT TIME!

A reference manual
for youth policy
from a European
perspective



Youth Knowledge #28

Youth Partnership

Partnership between the European Commission
and the Council of Europe in the field of Youth



"About time ! Un manuel de référence pour la politique de la jeunesse dans une perspective européenne".

Ce manuel rassemble les connaissances et les débats qui ont été au cœur de l'agenda européen dans ce domaine au cours des 15 dernières années. Il peut aider les parties prenantes à explorer, comprendre et s'engager dans le cadre de la politique de la jeunesse dans leur contexte, de leur propre point de vue, et leur donnera une idée de toutes les étapes de l'élaboration de la politique de la jeunesse. Plus important encore, il comprend un large éventail de normes, d'outils et de ressources élaborés par et au profit des responsables de la politique de la jeunesse, des praticiens du travail de jeunesse, des chercheurs dans le domaine de la jeunesse et des jeunes de toute l'Europe.

Lire la suite ' [ici](#)

COMITÉS, SUIVI, GROUPE DE TRAVAIL,

Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe

La deuxième réunion du Conseil scientifique de l'[Observatoire de l'enseignement de l'histoire en Europe](#) (SAC) a eu lieu à distance le 10 septembre. Au cours de cette réunion, Mme Chara Makriyianni a été élue à l'unanimité présidente du CCS, avec M. Raul Cârstocea comme vice-président. Le travail du CCS est maintenant pleinement opérationnel puisque les membres ont discuté des différentes étapes de la préparation des rapports thématiques et réguliers de l'Observatoire. Ce travail se poursuivra lors de la prochaine réunion qui aura lieu le 18 octobre.

Jeunesse

Le groupe du CMJ chargé de rédiger une recommandation du CM sur la protection des organisations de la société civile et des jeunes, et le soutien de leur participation aux processus démocratiques, s'est réuni en format hybride à Strasbourg le 8 septembre 2021. Le groupe a réuni deux membres du [Conseil consultatif de la jeunesse \(CCJ\)](#) et deux membres du

[Comité directeur européen pour la jeunesse \(CDEJ\)](#), ainsi que des représentants de la [Conférence des OING](#) et du [Forum européen de la jeunesse](#).

La réunion a commencé par un mot de bienvenue du Directeur de la participation démocratique, Matjaz Gruden, qui a souligné l'importance du projet de recommandation dans le cadre des efforts multidimensionnels du Département Jeunesse pour soutenir l'accès des jeunes aux droits, encourager leur participation à la vie démocratique et protéger et renforcer les espaces civiques des jeunes à travers l'Europe.

Le projet final et l'exposé des motifs qui l'accompagne seront examinés par le [Conseil mixte de la jeunesse](#) lors de sa prochaine réunion plénière, les 12 et 13 octobre 2021.

Le **groupe directeur sur une future campagne de jeunesse du Conseil de l'Europe** a finalisé, les 9 et 10 septembre 2021, le projet de proposition d'une campagne de jeunesse du Conseil de l'Europe pour revitaliser la démocratie, en vue de sa soumission au Conseil mixte sur la jeunesse (CMJ) pour décision. La campagne, qui contribuera à la mise en œuvre de la [Stratégie 2030 pour le secteur de la jeunesse](#), devrait en principe se dérouler de mars à octobre 2022, avec des contributions d'organisations et de réseaux de jeunesse et d'autorités gouvernementales du niveau local au niveau européen. La campagne devrait être l'occasion de discuter, entre autres, des principaux défis auxquels les jeunes sont confrontés et des contributions qu'ils peuvent apporter au renouvellement de la démocratie, au renforcement de la participation des jeunes et à la gestion des risques et des opportunités découlant de la numérisation.

Au cours de la réunion, trois membres du [Conseil consultatif de la jeunesse \(CCJ\)](#) et deux membres du [Comité directeur européen pour la jeunesse \(CDEJ\)](#), ainsi que des représentants du [Forum européen de la jeunesse](#) et du secrétariat, ont discuté de questions clés telles que l'orientation thématique et les objectifs de la campagne, son titre, les actions et activités à mener, ainsi que les partenaires de mise en œuvre.

Le Conseil mixte de la jeunesse se prononcera sur cette proposition lors de sa prochaine réunion plénière des 12 et 13 octobre 2021.



EURIMAGES

Le Secrétariat prépare activement le troisième et dernier appel à projets de coproduction de l'année (date limite pour les producteurs le 15 septembre). La sélection finale des projets par les représentants nationaux du Fonds aura lieu en novembre.

L'équipe d'Eurimages a participé au Marché du financement de Gap (du 3 au 5 septembre) de la 78e édition du Festival du film de Venise. La Conférence annuelle sur l'égalité des genres a été organisée en coopération avec le Festival de Venise le 7 septembre. Malgré quelques progrès récents grâce à des initiatives nationales et européennes, les intervenants ont confirmé la sous-représentation des femmes dans les équipes artistiques et techniques des projets audiovisuels en Europe et la nécessité d'une action renforcée visant à remédier à ce déséquilibre entre les sexes dans l'industrie cinématographique.

Eurimages entre dans la dernière phase préparatoire de la conférence sur les séries dramatiques organisée sous l'égide de la présidence hongroise les 30 septembre et 1er octobre à Budapest.

La conférence explorera la nécessité d'établir un nouvel instrument pour préserver la diversité culturelle en Europe face à l'hégémonie des plateformes mondiales non européennes (Netflix, Amazon ou Disney).

CENTRE NORD SUD

Une nouvelle [page web](#) a été lancée pendant l'été pour communiquer sur les derniers développements du projet de coopération euro-méditerranéenne pour la protection des femmes et des filles contre la violence (Programme Sud IV). La nouvelle page donne un aperçu des 8 différents projets locaux menés par des organisations de la société civile pour améliorer la protection et les mécanismes de soutien aux victimes/survivants de la violence basée sur le genre (GBV) dans la région. Les huit sous-subsventions du programme régional de subventions prévoient plus de 30 activités, couvrant un large éventail de sujets liés à la violence, tels que la sensibilisation à la VBG économique, l'autonomisation et la protection des mères célibataires, la création d'un système d'orientation unifié pour les victimes/survivantes de VBG, l'amélioration de l'accès à la justice ou la promotion des bonnes pratiques journalistiques et de la sensibilisation des médias.



Formation pour les facilitateurs du dialogue politique en ligne dans le domaine de la jeunesse

La formation en ligne pour les facilitateurs du dialogue politique en ligne dans le domaine de la jeunesse est passée à son deuxième module sur les "Principes de participation, engagement dans les processus politiques et le rôle d'un facilitateur". Le module a compté sur la participation de représentants du Conseil de l'Europe (Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et DGII-Département de la jeunesse) ainsi que d'une

série d'experts d'autres organisations régionales et internationales telles que l'OCDE, le Commonwealth Youth Council, le Forum européen de la jeunesse, le PNUD et UN-Habitat, l'Union africaine et le programme Amplifying Leadership of Local Youth in Preventing Violent Extremism in South Asia (ALLY).



ACCORD PARTIEL - ITINÉRAIRES CULTURELS

Le 5 septembre, le Secrétariat a participé à l'inauguration de l'"[Itinéraire du patrimoine juif de la Ville Haute](#)", qui rend visible les traces de la vie juive dans la ville de Luxembourg.

L'initiateur de cet itinéraire culturel est l'Association européenne pour la préservation et la promotion de la culture et du patrimoine juifs ([AEPJ](#)). L'inauguration a eu lieu dans la rue de la Congrégation, à la hauteur de l'Hôtel de Bourgogne, où une plaque a été dévoilée, commémorant la première synagogue inaugurée en 1821. L'ancienne synagogue est restée en place jusqu'en 1895, date à laquelle la Grande Synagogue de la rue Notre-Dame a été inaugurée.

L'"Itinéraire du patrimoine juif de la Ville Haute" et la plaque ont été présentés par M. François Moysse, président de l'AEPJ, suivi des discours de M. Franz Fayot, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Mme Lydie Polfer, bourgmestre de Luxembourg, Mme Sam Tanson, ministre de la Culture et M. Stefano Dominioni, secrétaire exécutif de l'Accord partiel élargi

sur les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe et directeur de l'Institut européen des itinéraires culturels.

La cérémonie a également marqué l'ouverture des Journées européennes de la culture juive.

Accord EUR-OPA Risques majeurs (Risques naturels et technologiques)

Le 7 septembre 2021, le Secrétaire exécutif a participé à la réunion du Secrétariat préparant le Forum européen sur la réduction des risques de catastrophes (qui se tiendra du 24 au 26 novembre 2021 à Matosinhos, au Portugal). L'objectif de la réunion était de discuter : Le programme EFDRR, la feuille de route EFDRR, la réunion ministérielle EUR-OPA (24 novembre) et les événements parallèles.

Conformément aux décisions prises lors de la 75ème réunion du CPC, le Secrétariat a examiné les propositions d'amendements à divers documents à adopter lors de la réunion ministérielle EUR-OPA (24 novembre) et a distribué un ordre du jour révisé (et les documents pertinents) aux correspondants permanents, avant la 76ème réunion du CPC qui se tiendra en ligne le 16 septembre 2021.

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION



Une éducation de qualité pour tous

Dans le cadre du projet conjoint UE/CoE "[Éducation de qualité pour tous](#)" en Bosnie-Herzégovine, le deuxième atelier sur les [recommandations politiques avec une feuille de route pour améliorer l'éducation inclusive](#) a eu lieu du 7 au 9 septembre. Les membres ont discuté des données et des apports nécessaires à la planification des prochaines activités et, sur la base des informations fournies, ils prépareront une liste de contrôle pour la mise en œuvre avec le soutien des autorités éducatives.

Éducation à la citoyenneté numérique

Le dépliant du Conseil de l'Europe sur la [rentrée des classes](#) est maintenant disponible ! Il offre quelques idées pratiques aux élèves, aux parents et aux enseignants pour faire face à cette période difficile, mais aussi sur la façon de faire de ce moment un moment idéal pour amener les enfants à réfléchir à ce que signifie être un citoyen respectueux dans le monde complexe d'aujourd'hui, en ligne et hors ligne. D'autres langues seront disponibles dans la plateforme d'[éducation à la citoyenneté numérique](#).



La troisième édition de Compasito a été publiée !

Compasito est un manuel conçu pour faciliter la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les enfants. Ses principaux utilisateurs sont les adultes actifs dans



Écologisation du secteur de la jeunesse : une liste de contrôle de la durabilité !

Le secteur jeunesse du Conseil de l'Europe contribue au processus de "pensée verte" en créant un cadre qui permet aux participants aux activités

l'éducation formelle et non formelle avec les enfants. Compasito fournit des idées, une inspiration et une aide pratique pour explorer les droits de l'homme avec les enfants. Il considère les enfants comme de jeunes citoyens du présent et comme des détenteurs de droits qui sont compétents dans de nombreux domaines liés à leur vie. Il s'appuie sur les motivations des enfants, leurs expériences et leur recherche de solutions.

Dans Compasito, les droits des enfants sont présentés dans le contexte plus large des droits de l'homme dans leur ensemble. Ainsi, les droits de l'homme universels et les droits de l'enfant sont présentés conjointement de telle sorte qu'en comprenant leurs propres droits, les enfants comprennent également que tous les êtres humains ont des droits de l'homme.

Le processus éducatif s'appuie sur la participation active des enfants, grâce à laquelle ils apprennent à connaître les droits de l'homme et à comprendre les questions qui s'y rapportent, acquièrent des compétences et des capacités pour pouvoir défendre les droits de l'homme, et développent des attitudes de respect de l'égalité et de la dignité.

Les praticiens de l'éducation aux droits de l'homme trouveront dans ce manuel une inspiration et des idées pratiques pour faire de l'éducation

éducatives de faire facilement des choix conscients de l'environnement.

Dans ce nouvel épisode podcast de "Under30", Pegah Moulana, présidente du groupe de travail du Conseil mixte de la jeunesse (CMJ) sur l'écologisation du secteur de la jeunesse, et Neringa Tuménaitė, auteur de la liste de contrôle de la durabilité du Partenariat Jeunesse, réfléchissent à la nécessité de prendre des mesures écologiques dans nos activités, comme une petite contribution à la lutte contre la crise climatique.

Écoutez le [nouvel épisode](#) sur le site web du Partenariat et sur différentes plateformes de podcast. Si vous souhaitez en savoir plus sur le sujet, regardez le [webinaire](#) sur l'écologisation du secteur de la jeunesse : liste de contrôle de la durabilité.

aux droits de l'homme une réalité
pour les enfants et pour le bien de
nos sociétés.

DIRECTION DE L'ANTI-DISCRIMINATION

EVENEMENTS



"Romatopia" - Les Roms parlent de leur utopie pour l'Europe

[Romatopia](#) est une nouvelle série de podcasts dans lesquels des Roms de 12 pays parlent de leur vie et de leur utopie pour l'Europe. Des artistes, des militants et des universitaires s'entretiennent avec les animateurs William Bila et Isabel Raabe.

"Romatopia" présente les Roms non pas comme des problèmes mais comme des modèles pour "l'idée de l'Europe". Les auditeurs découvrent la cohésion, la perméabilité sociale, la richesse culturelle et l'unité transnationale malgré les caractéristiques nationales. Ils entendent des idées inspirantes et des scénarios d'avenir pour l'Europe.

"Romatopia" est soutenu par l'Agence fédérale allemande pour l'éducation civique et l'équipe Roms et Gens du voyage du Conseil de l'Europe et est disponible [ici](#) et sur des plateformes de podcast telles que Spotify ou Apple podcast.

[Lire la suite](#)



Péter Sztáray, Secrétaire d'Etat, Hongrie, et Hallvard Gorseth, Chef du Département Anti-Discrimination, Conseil de l'Europe

Minorités nationales et langues minoritaires

Une conférence sur "Le rôle des ONG et des instituts de recherche dans la promotion des normes et standards du Conseil de l'Europe sur les droits des minorités nationales" co-organisée par la Présidence hongroise du Comité des Ministres et la Division des minorités nationales et des langues minoritaires du Conseil de l'Europe s'est tenue au Centre européen de la jeunesse de Budapest le 7 septembre.

L'objectif de l'événement était de discuter de la contribution des organisations civiles et non gouvernementales, ainsi que des instituts de recherche, à la promotion des normes internationales de protection des minorités nationales et des normes et standards du Conseil de l'Europe en particulier. La conférence a été ouverte par Péter Sztáray, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce de Hongrie, et Hallvard Gorseth, Chef du Département Anti-Discrimination du Conseil de l'Europe. Au cours des trois tables rondes de la conférence, des représentants

d'organisations non gouvernementales et de la société civile, ainsi que des experts de divers instituts de recherche et des représentants de la jeunesse des minorités nationales, disposant d'une large expérience dans des domaines particuliers, ont exprimé leur point de vue sur le rôle et les possibilités des organisations internationales en matière de protection des minorités nationales face aux nouveaux défis actuels.

Le dernier livrable du Comité directeur pour l'antidiscrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI), l'[étude sur la participation politique active des jeunes des minorités nationales dans les Etats membres du Conseil de l'Europe](#), a été présenté à cette conférence par un membre du CDADI et les représentants des jeunes ayant contribué à sa rédaction. L'étude et ses recommandations serviront de base aux futurs travaux du CDADI sur les minorités nationales.



Ambassadeur Gilberto Jerónimo, Représentant permanent du Portugal, et Bjørn Berge, Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe

Le Portugal signe la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires

Le 7 septembre 2021, le Représentant permanent du Portugal auprès du Conseil de l'Europe, en présence du Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe, a signé la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires à Strasbourg. Cette signature sera suivie de la ratification de la Charte par le Portugal. La Charte entrera

en vigueur au Portugal après le dépôt de l'instrument de ratification auprès du Conseil de l'Europe.

La Charte a été ratifiée par 25 États. Neuf autres États l'ont signée, mais ne l'ont pas encore ratifiée. Le Conseil de l'Europe encourage régulièrement les États à ratifier la Charte, qui est le seul traité au monde consacré à la promotion des langues traditionnelles régionales ou minoritaires.



Circular and Intercultural Cities

Including diversity in circular, green and inclusive economic models

VILLES INTERCULTURELLES

Publication du Policy brief de la CCI sur les Cités circulaires et interculturelles : Le 30 août, le programme Cités interculturelles a publié la note d'information sur les "Cités circulaires et interculturelles". L'économie circulaire est un modèle économique dans lequel la valeur est générée par la circulation continue des ressources, en tenant compte des limites planétaires et en formulant des solutions dans une perspective de conception centrée sur les systèmes et l'homme. Cependant, bien que les initiatives circulaires puissent avoir des avantages sociaux, ceux-ci ne sont pas acquis. La note d'orientation de l'ICC sur les "Cités circulaires et interculturelles" est une ressource que les villes peuvent utiliser pour apprendre comment intégrer au mieux les agendas de l'interculturalisme et du développement vert à travers le prisme du concept d'économie circulaire. La note d'orientation est disponible en [anglais](#), [français](#), [italien](#) et [espagnol](#) et a été présentée publiquement lors d'un webinaire intitulé "Inclure les migrants et la diversité dans les modèles économiques circulaires et verts" qui a eu

lieu en ligne le 16 septembre. La note d'orientation et le webinaire font partie d'un projet plus vaste du programme Cités Interculturelles sur les Cités interculturelles durables. Plus d'informations [ici](#).

Académie des Cités interculturelles sur les récits : de nouveaux outils de formation disponibles en français : Le 2 septembre, le programme Cités Interculturelles a publié les versions françaises de la note d'orientation "[Migration et intégration - Quels récits alternatifs fonctionnent et pourquoi](#)" (FR [ici](#)), et du Toolkit : "[Claiming the power of dialogue - Toolkit for antirumours dialogue](#)", (FR [ici](#)). Ces deux outils font partie de l'[Académie des Cités interculturelles sur les récits alternatifs et la communication interculturelle](#). Il s'agit d'une formation conçue à la fois en personne et en ligne pour accroître la capacité des praticiens et des décideurs à adopter une communication politique plus proactive, de nouveaux canaux pour partager leur message interculturel, ainsi que pour obtenir de nouvelles idées sur la façon d'intégrer le message d'inclusion dans leur communication quotidienne.

COMITÉS, SUIVI, GROUPES DE TRAVAIL

Le Comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales a effectué sa visite en Norvège et en Allemagne à la fin du mois d'août, et en Slovaquie du 6 au 10 septembre dans le cadre du 5e cycle de suivi. Les délégations ont rencontré des représentants des minorités nationales, des autorités nationales et locales, des institutions de défense des droits de l'homme et des universitaires.

CDENF

Les 16-17 septembre 2021, le CDENF a tenu une [session plénière sur les enfants dans la migration](#). L'Ambassadeur Drahošlav Štefánek, Représentant spécial de la Secrétaire générale pour les migrations et les réfugiés, a présenté le [Plan d'action du Conseil de l'Europe](#) sur la protection des personnes vulnérables dans le contexte des migrations et de l'asile en Europe (2021-2025). En outre, le CDENF a examiné un projet de recommandation sur les principes des droits de l'homme et les directives d'application sur l'évaluation de l'âge des enfants dans le contexte de la migration, ainsi que son exposé des motifs, et un projet d'exposé des motifs de

la [recommandation CM/Rec\(2019\)11](#) sur la tutelle effective des enfants non accompagnés et séparés dans le contexte de la migration.

Conventions sur le Sport

Le Comité européen ad hoc pour l'Agence mondiale antidopage (CAHAMA)

Le [CAHAMA](#), lors de sa 54e réunion tenue les 6-7 septembre 2021 (en ligne), a convenu de recommander au Comité des Ministres de désigner :

Mme Roxana Maracineanu, ministre chargée des sports de la France - en tant que représentante européenne au comité exécutif de l'Agence mondiale antidopage (AMA) pour la période 2022-2024, et

E. M. Mehmet Muharrem Kasapoğlu, ministre de la Jeunesse et des Sports de la République de Turquie - en tant que deuxième membre du Conseil de fondation de l'AMA désigné par le Conseil de l'Europe pour 2022-24.

Première réunion du Bureau du Comité de suivi de la Convention de Macolin

Le Bureau du [Comité de suivi](#) de la [Convention de Macolin](#) sur la manipulation des compétitions sportives s'est tenu le 9 septembre, sous la présidence de M. George Mavrotas, Secrétaire général du Sport de Grèce et Président de la Plate-forme nationale grecque pour l'intégrité du sport.

Les discussions ont notamment porté sur le plan d'action 2022-2025 du Comité, sur les récents développements concernant les ratifications et les signatures de la Convention de Macolin et sur la préparation de la liste des organisations sportives devant être couvertes par la Convention, ainsi que sur l'examen des éléments du mécanisme de suivi.

Le comité de suivi se réunira en session plénière les 11 et 12 octobre pour faire avancer les questions susmentionnées.

L'ACCORD PARTIEL ÉLARGI POUR LE SPORT

Les 6 et 7 septembre 2021, le secrétariat de l'APES a participé à la réunion de la plateforme du réseau Intégration des réfugiés par le sport (IRTS) organisée à Rome (Italie). Coordonné par l'Organisation internationale du sport et de la culture (ISCA) et financé par la Commission européenne, le projet [Intégration des réfugiés par le sport](#) (IRTS) rassemble les principales organisations actives dans ce domaine et vise à faciliter l'intégration des réfugiés par le sport et l'activité physique dans leurs communautés.

Le Secrétaire exécutif a présenté le [travail de l'EPAS dans ce domaine](#) et a réitéré le soutien de l'EPAS à l'IRTS qui se concentre sur :

1. Comment rendre les résultats des projets IRTS durables ?
2. Comment les connaissances développées dans ce domaine peuvent-elles être partagées avec les ministères des sports, afin qu'ils puissent utiliser le potentiel du sport dans le cadre des stratégies nationales d'intégration des migrants ?

ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

Justice juvénile

Dans la première moitié du mois de septembre, le nouveau projet conjoint UE/CoE "Améliorer le système de justice des mineurs et renforcer l'éducation et la formation du personnel pénitentiaire" en Slovaquie a entamé sa phase de démarrage. La Division des droits de l'enfant est chargée de la mise en œuvre de la composante I du projet, qui vise à améliorer le système de justice pénale pour les mineurs par le biais de nouvelles lois

Lutte contre la violence à l'égard des enfants en Ukraine

Les 6 et 7 septembre 2021, le projet du Conseil de l'Europe [Combattre la violence à l'égard des enfants en Ukraine](#), a réuni 22 représentants de la police nationale ukrainienne pour une formation en ligne concernant les "Entretiens d'investigation des enfants", basée sur le protocole d'entretien d'investigation du National Institute of Child Health and

et politiques conformes aux normes et bonnes pratiques européennes. Au cours de la phase de lancement, des réunions de consultation et de coordination seront organisées avec les homologues nationaux et les parties prenantes concernées, ainsi qu'avec la DGREFORM de l'UE pour affiner le plan de travail des activités. Le coup d'envoi et les premières réunions du comité de pilotage sont prévus pour la seconde moitié d'octobre.

Human Development (NICHHD). Les [lignes directrices](#) ont été préparées avec le soutien des experts du Conseil de l'Europe et visent à **améliorer les procédures d'entretien impliquant des enfants**, conformément aux dispositions de la Convention de Lanzarote et d'autres normes européennes sur la justice adaptée aux enfants. Elles seront distribuées aux principaux professionnels avec le soutien de la police nationale.

EndOCSEA@Europe

Le 9 septembre 2021, le projet du Conseil de l'Europe "Mettre fin à l'exploitation et aux abus sexuels des enfants en ligne @ Europe" (EndOCSEA@Europe), a publié la deuxième édition de la cartographie de référence des réponses des Etats membres pour prévenir et combattre l'exploitation et les abus sexuels des enfants en ligne. La cartographie contient une analyse actualisée de la situation dans les Etats membres en particulier, dans le contexte de COVID-19, par rapport au point de référence fixé par la [Convention du Conseil de l'Europe pour la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels](#) (Convention de Lanzarote) et la [Convention du Conseil de l'Europe sur la](#)



Lutter contre la violence à l'égard des enfants en République de Moldova

Le projet du Conseil de l'Europe [Combattre la violence contre les enfants en République de Moldova](#) a organisé deux sessions de formation en face à face basées sur le [Kikoet la](#)

[cybercriminalité](#) (Convention de Budapest), ainsi que par rapport à certaines capacités identifiées dans le modèle de réponse nationale (MNR) de l'Alliance mondiale WePROTECT. Le rapport se termine par une série de recommandations concrètes à l'intention des États et des parties prenantes qui s'efforcent de mettre fin à l'exploitation et à l'abus sexuels des enfants en ligne, regroupées en trois domaines thématiques : prévention, détection et réponse.

[main](#) pour les enseignants des jardins d'enfants (Chisinău, 8-9 septembre/14-15 septembre) avec 16 participants chacune. Les formations ont contribué à améliorer les compétences des professionnels pour détecter et prévenir les abus sexuels sur les enfants, en leur fournissant des outils pour s'engager avec les enfants, les parents et l'administration des jardins d'enfants afin d'obtenir des résultats durables.



Barnahus Slovénie

Le 13 septembre 2021, le [projet Barnahus Slovénie a](#) fourni aux autorités slovènes un rapport complet sur les locaux physiques du Barnahus de Ljubljana. Ce rapport a été préparé à la suite de consultations approfondies avec environ 35 enfants âgés de 6 à 18 ans qui ont offert leur point de vue sur la manière de rendre le Barnahus de Ljubljana aussi convivial et sûr que possible pour les enfants. Ils ont été consultés sur l'accessibilité du bâtiment, l'environnement intérieur, la réception et l'aménagement

des salles d'attente, d'entretien, d'observation, médicales et thérapeutiques. Les consultations ont été menées conformément aux [Lignes directrices nationales pour les Barnahus en Slovénie \(2018\)](#) et à la [Procédure de l'UNICEF relative aux normes éthiques en matière de recherche, d'évaluation et d'analyse \(2015\)](#). Le rapport sera utilisé pour finaliser les rénovations du bâtiment des Barnahus selon des pratiques adaptées aux enfants et en tenant compte de l'avis des enfants.

ROMACTED2 - ALBANIE

Le programme conjoint UE-CoE "Promouvoir la bonne gouvernance et l'autonomisation des Roms au niveau local (ROMACTED2)" a organisé des sessions de formation sur "la budgétisation adaptée aux Roms et aux minorités égyptiennes ainsi que le suivi et l'évaluation des plans d'action locaux" en Albanie.

Deux sessions de formation sur la 'Budgétisation réactive pour les Roms et les minorités égyptiennes et le suivi et l'évaluation des plans d'action locaux' ont été organisées du 7 au 10 septembre 2021 dans les municipalités de Gjirokastra et de Pogradec en Albanie dans le cadre du programme conjoint Union européenne/Conseil de l'Europe "Promouvoir la bonne gouvernance et l'autonomisation des Roms au niveau local (ROMACTED2)" aux côtés de l'École albanaise d'administration publique (ASPA). Les événements ont réuni des fonctionnaires municipaux responsables de la programmation, des services sociaux, du budget et

Appel à subventions pour les organisations de la société civile apportant un soutien aux victimes de discrimination en Arménie, Azerbaïdjan, République de Moldova et Ukraine

Dans le cadre du programme conjoint Union européenne/Conseil de l'Europe Partenariat pour la bonne gouvernance, et de son projet régional "Renforcer l'accès à la justice par des mécanismes de recours non judiciaires pour les victimes de discrimination, de discours de haine et de crimes de haine dans les pays du Partenariat oriental", le Conseil de l'Europe lance un appel à propositions dans le but de cofinancer des projets nationaux et locaux en Arménie, en Azerbaïdjan, en République de Moldova et en Ukraine axés sur le soutien aux victimes de

des finances des municipalités partenaires de ROMACTED2 : Cerrik, Elbasan, Fier, Gjirokaster, Korca, Lushnje, Permet, Pogradec, Roskovec et Vlora. L'objectif des sessions de formation était d'accroître la capacité du personnel municipal à appliquer les principes de budgétisation, de suivi et d'évaluation réactifs aux plans d'action locaux pour l'intégration des minorités rom et égyptienne.

discrimination, de discours de haine et de crimes de haine, en particulier des groupes vulnérables. La date limite de soumission est le 3 octobre 2021, et de plus amples informations sont disponibles [ici](#).

DIRECTION DE LA DIGNITÉ HUMAINE, DE L'ÉGALITÉ ET DE LA GOUVERNANCE

EVENEMENTS



Conférence de Budapest sur la coopération transfrontalière : Les normes et outils du Conseil de l'Europe peuvent renforcer la coopération et la résilience des communautés frontalières.

PRÉSIDENCE HONGROISE

La [coopération transfrontalière et interterritoriale](#) est essentielle pour soutenir et promouvoir la paix, la prospérité et la stabilité en Europe. Les participants à la conférence sur la coopération transfrontalière organisée sous la présidence hongroise du Comité des ministres du Conseil de l'Europe à Budapest les 9 et 10 septembre 2021 ont reconnu que la pandémie de Covid-19 a permis de souligner à quel point les États européens sont interconnectés et interdépendants et qu'il faut faire davantage pour promouvoir cette coopération en s'appuyant sur les [outils du Conseil de l'Europe](#).

Des hauts fonctionnaires et des experts de haut niveau dans le domaine de la coopération transfrontalière de plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ont discuté de l'importance de la coopération transfrontalière dans le contexte de questions sociétales urgentes telles que l'accroissement des inégalités sociales et économiques, la dégradation de l'environnement, la résilience et la gestion des crises, et le recul de la démocratie.

Dans les conclusions de la conférence, les participants ont appelé le Conseil de l'Europe à continuer à soutenir une ratification plus large de la [Convention-cadre de Madrid et de ses protocoles additionnels](#) et ont invité le [Centre d'expertise pour la bonne gouvernance](#) à poursuivre le développement et la mise en œuvre d'outils de renforcement des capacités pertinents. La coopération transfrontalière peut contribuer à renforcer la bonne gouvernance démocratique et permettre aux communautés de renforcer leur résilience face aux défis extraordinaires auxquels sont confrontées les régions frontalières en Europe aujourd'hui.

Lutte contre la traite des êtres humains

Le Groupe d'experts du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) a effectué une [visite d'évaluation en Arménie](#) du 6 au 10 septembre 2021, dans le cadre du troisième cycle d'évaluation de la [Convention sur la lutte contre la traite des êtres humains](#). Au cours de la visite, la délégation du GRETA s'est entretenue avec M. Mher Grigoryan, vice-premier ministre, Mme Tatevik Stepanyan et M. Suren Sargsyan, vice-ministres du travail et des affaires sociales, M. Armen Ghazaryan, chef du service

des migrations, ainsi qu'avec des fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, du ministère du travail et des affaires sociales, du ministère de la justice, de l'inspection de la santé et du travail, et du service de sécurité nationale. La délégation du GRETA a également rencontré M. Arman Tatoyan, le défenseur des droits de l'homme de la République d'Arménie, ainsi que des membres de l'Assemblée nationale. La délégation du GRETA a tenu des réunions séparées avec des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG), des experts indépendants en matière de lutte contre la traite des êtres humains, des avocats et des victimes de la traite des êtres humains. Au cours de la visite, le GRETA a visité un centre d'accueil spécialisé pour les victimes de la traite des êtres humains à Erevan, géré par l'ONG "Démocratie aujourd'hui", ainsi que le Centre de soutien aux enfants et aux familles de la région de Lori à Vanadzor.

En outre, le GRETA a effectué une [visite d'évaluation](#) en **Bosnie-Herzégovine** du 6 au 10 septembre 2021, dans le cadre du troisième cycle d'évaluation de la Convention. Au cours de cette visite, la délégation du GRETA a tenu des consultations avec les ministères d'État de la Sécurité, des Droits de l'homme et des Réfugiés, de la Justice et des Affaires étrangères, ainsi qu'avec des représentants des forces de l'ordre, du Bureau des procureurs et de la Cour de Bosnie-Herzégovine. La délégation du GRETA a également rencontré les ministères et organismes concernés de la Republika Srpska, de la Fédération de Bosnie-Herzégovine et du district de Brčko. Cette visite a été l'occasion de rencontrer des représentants des équipes locales de coordination de la lutte contre la traite des êtres humains, récemment mises en place. La délégation du GRETA a tenu des réunions séparées avec des représentants d'organisations non gouvernementales spécialisées, des victimes de la traite des êtres humains et des avocats. Au cours de la visite, la délégation du GRETA a visité le centre d'accueil temporaire d'Ušivak pour les migrants, y compris les enfants non accompagnés, dans la municipalité de Hadžići.

En **Bosnie-Herzégovine**, dans le cadre du projet de la Facilité horizontale "Prévenir et combattre la traite des êtres humains", un [rapport sur le phénomène de la traite des enfants en Bosnie-Herzégovine](#) a été publié.

En **Turquie**, cinq municipalités (Adiyaman, Akcakale, Arsuz, Izmir et Kecioren) ont reçu des subventions à compter du 1er septembre 2021 pour mettre en œuvre des activités de sensibilisation à la traite des enfants et à la traite à des fins d'exploitation du travail, dans le cadre du Programme Facilité horizontale II Balkans occidentaux et Turquie.



Délégation du GRETA en Arménie



Délégation du GRETA en Biélorussie et en Herzégovine

COMITÉS, CONSEILS, GROUPES DE TRAVAIL

CDDG - Projet de recommandation sur la responsabilité des élus et des organes aux niveaux local et régional

Le [Comité européen sur la démocratie et la gouvernance](#) (CDDG) poursuit ses travaux sur le projet de recommandation sur la responsabilité des élus et des organes aux niveaux local et régional. Le groupe de travail du CDDG chargé de cette tâche (GT-RE) s'est réuni le 13 septembre pour la dernière fois, afin de finaliser le projet. La recommandation vise à fournir des lignes directrices pour l'établissement de cadres de responsabilité fondés sur un principe de symétrie entre la logique de l'élection et la relation de responsabilité. Elle contient également des principes généraux, des définitions et des lignes directrices sur les mécanismes de contrôle, les garanties contre l'utilisation abusive des mécanismes de sanction, la participation civile, les aspects de la gouvernance d'entreprise, l'audit et l'évaluation des politiques, la transparence, l'accès à l'information et la sensibilisation. En outre, une étude distincte sur la responsabilité a été préparée pour illustrer divers aspects de ce principe important de la bonne gouvernance démocratique. Le CDDG devrait procéder à l'adoption finale du projet de recommandation lors de sa 14e réunion plénière, les 29 et 30 novembre 2021.



Accès à la justice pour les femmes

Onze membres du [réseau SYNERGY contre la violence sexiste et domestique](#) ont [suivi avec succès](#) une [formation de 6 modules sur l'accès à la justice pour les femmes](#) en août 2021. Le cours a été dispensé par [le Conseil de l'Europe](#) afin de soutenir les efforts des [subventions EEA/Norvège pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique](#), conformément aux normes européennes, y compris [la Convention d'Istanbul](#).

Le cours s'est déroulé sur trois mois avec des participants de Bulgarie, de France, de Grèce, de Lituanie, de Norvège, de Roumanie et de Slovaquie, sous la direction d'un tuteur HELP italien spécialement formé. Les participants étaient des fonctionnaires, des juges, des avocats, des psychologues et des consultants indépendants chargés de traiter la question de la violence à l'égard des femmes.

[Le Conseil de l'Europe coopère dans le cadre des subventions EEA/Norvège](#) en tant [qu'organisation partenaire internationale](#) et est le principal partenaire international du réseau SYNERGY contre la violence sexiste et domestique.

EDQM - LA DIRECTION EUROPÉENNE DE LA QUALITÉ DES MÉDICAMENTS ET DES SOINS DE SANTÉ



Les célébrations organisées pour la Journée européenne du don d'organes et de la greffe commencent bientôt !

Figurant parmi les grandes réussites de la médecine moderne, la transplantation d'organes, de tissus et de cellules est, dans la plupart des cas, le seul traitement susceptible de sauver la vie des patients souffrant d'une défaillance organique terminale. Cette année, les célébrations organisées pour la Journée européenne du don d'organes et de la greffe (EODD) se dérouleront le 9 octobre 2021, en ligne en raison de la pandémie de COVID-19.

Cette journée est l'occasion non seulement de parler du don et de la transplantation d'organes, de tissus et de cellules et de réfléchir à leur importance, mais également de remercier les donneurs, leurs familles et les professionnels de santé qui y participent. Depuis 1996, l'EODD contribue à l'augmentation constante du nombre de donneurs en

Europe, mais le chemin à parcourir pour satisfaire à la demande croissante de transplantations est encore long.

Une fois de plus, à l'occasion de l'EODD, l'EDQM nous invite toutes et tous, dans toute l'Europe, à réfléchir au don d'organes et à faire connaître notre volonté à nos proches.

Le don d'organes concerne chacun/e d'entre nous. Nous pouvons faire la différence et améliorer la situation des patients inscrits sur liste d'attente : **un/e seul/e donneur/se peut sauver jusqu'à huit vies** en donnant ses organes et **en sauver ou en améliorer plus d'une centaine en donnant ses tissus ou cellules**.

Participez à la campagne en ligne et affichez votre soutien !

Consultez la [page web consacrée à l'EODD 2021](#), la [page Facebook de l'EDQM \(@EDQMCouncilofEurope\)](#) et son fil Twitter (https://twitter.com/edqm_news).

.

Assemblée annuelle du réseau européen des laboratoires officiels de contrôle des médicaments

La 26^e assemblée annuelle du réseau européen des laboratoires officiels de contrôle des médicaments (OMCL) s'est tenue du 6 au 10 septembre 2021 – en ligne, en raison de la pandémie actuelle. Organisée par l'EDQM, elle a rassemblé, sur la semaine, plus de 500 participants de 42 pays.

Face à la complexité croissante des techniques analytiques chimiques et biologiques, il est indispensable d'investir dans de nouveaux équipements, souvent onéreux. C'est la raison pour laquelle un certain nombre d'activités du réseau se déroulent dans des centres spécialisés et ce qui explique que des réseaux spécifiques et groupes de travail ont été établis au fil du temps. Tout au long de la semaine, des exemples d'activités d'analyse spécialisées ont été présentés et discutés, notamment le recours aux titrages d'activité sur cellules, pour lesquels les capacités devront être renforcées en raison de la hausse du nombre de produits biologiques enregistrés (anticorps monoclonaux, p. ex.). Le réseau a également passé en revue les potentiels besoins en matière de contrôle indépendant des produits de thérapie génique, un groupe de produits dont la pertinence va croissant sur les marchés européens, et a accepté de soutenir cette initiative, sous réserve des investissements nécessaires en équipements et en ressources humaines.

Pendant cette semaine d'assemblée annuelle, plusieurs interventions ont fait mention d'autres activités spécialisées, notamment les efforts déployés par les OMCL pour le dosage des contaminants mutagènes potentiels (nitrosamines et autres composés des médicaments) et la libération officielle des lots par les autorités de contrôle (OCABR) pour les vaccins contre le COVID-19. Cette dernière a permis de mettre sans tarder ces nouveaux

médicaments essentiels sur le marché européen, tout en assurant leur qualité par le biais de contrôles indépendants effectués sur chaque lot dans un laboratoire de contrôle officiel.

Malgré la pression liée à la pandémie et une charge de travail accrue, les laboratoires du réseau ont maintenu le niveau habituel de libération officielle des lots pour les autres produits biologiques et poursuivi leurs activités de surveillance du marché. Ils ont ainsi contribué à la protection de la santé publique et animale en Europe et au-delà, grâce à une planification d'urgence efficace.

Lors de la session générale de l'assemblée annuelle, des exemples de travaux régionaux et de mutualisation des ressources, l'un des principes clés du réseau, ont été présentés. Les participants ont également découvert les activités menées par le groupe de travail sur l'outil d'évaluation des risques après mise sur le marché (récemment fondé par les Responsables d'agences du médicament de l'UE) en soutien de la hiérarchisation des activités de contrôle dans le cadre de la surveillance du marché en Europe. Ce groupe pluridisciplinaire vise à étendre l'évaluation des risques associés aux produits aux facteurs apparaissant après l'introduction des produits sur le marché.

En réponse à la pandémie, le programme d'audits entre pairs (audits mutuels conjoints) du réseau s'est transformé, jusqu'à nouvel ordre, en audits à distance à 100 % – mesure grâce à laquelle tous les OMCL du réseau étaient conformes à la norme ISO 17025:2017 début 2021. Ceci garantit que les membres du réseau OMCL appliquent un système qualité exigeant et harmonisé.

Pour la première fois, des représentants de la TGA (Australian Therapeutic Goods Administration) ont participé, à titre d'observateurs, à la session consacrée à la procédure OCABR pour les vaccins humains, grâce à un protocole d'entente signé en 2020, témoignant ainsi clairement de la pertinence et de l'attractivité des activités du réseau à l'échelle internationale..

.

Conseil de l'Europe, Avenue de l'Europe F-67075 Strasbourg CedexTel
. +33 (0)3 88 41 20 00

www.coe.int



Conseil de l'Europe | [Disclaimer](#) | [Newsletters Data Privacy Notice](#) | [S'abonner](#) | [Unsubscribe](#)